

L'URGENCE DE COMPRENDRE

Jérôme Fourquet

Accueil ou submersion ?



**REGARDS
EUROPÉENS
SUR LA CRISE
DES MIGRANTS**

■ *l'aube*

ACCUEIL OU SUBMERSION ?

La collection *L'Urgence de comprendre*
est dirigée par Jean Viard

© Éditions de l'Aube, 2016
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-2025-4

Jérôme Fourquet

Accueil ou submersion ?

Regards européens sur la crise des migrants

éditions de l'aube

Du même auteur :

2015: année terroriste (avec Alain Mergier), Fondation Jean-Jaurès, 2016

L'an prochain à Jérusalem ? (avec Sylvain Manternach), coédition l'Aube et Fondation Jean-Jaurès, 2016

Karim vote à gauche et son voisin vote FN, coédition l'Aube et Fondation Jean-Jaurès, 2015

Janvier 2015 : le catalyseur (avec Alain Mergier), Fondation Jean-Jaurès, 2015

Perpignan, une ville avant le Front national ? (avec Nicolas Lebourg et Sylvain Manternach), Fondation Jean-Jaurès, 2014

La religion dévoilée. Nouvelle géographie du catholicisme (avec Hervé Le Bras), Fondation Jean-Jaurès, 2014

Le sens des cartes. Analyse sur la géographie des votes à la présidentielle, Fondation Jean-Jaurès, 2012

Le point de rupture. Enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires (avec Alain Mergier), Fondation Jean-Jaurès, 2011

Introduction

Sept ans après le déclenchement de la crise économique et financière qui allait rapidement se transformer en une « crise de l'euro », le continent européen s'est trouvé en 2015 de nouveau confronté à un défi majeur, celui de l'arrivée de centaines de milliers de migrants. À l'instar de la crise précédente, la question des migrants, de par l'ampleur des problèmes qu'elle pose, appelle une réponse européenne concertée, mais a d'abord eu pour effet de mettre à rude épreuve la solidarité entre les différents États membres et de faire apparaître une nouvelle fois les tensions entre les différents intérêts nationaux. Soumis à une pression migratoire très différente, chaque État a adopté une ligne de conduite particulière, et nous avons notamment assisté au retour des barbelés et des contrôles aux frontières entre États européens. Si ce symbole d'une remise en cause de l'Europe de Schengen et de la libre-circulation a été très marquant, cette crise a fait ressentir ses effets de manière beaucoup plus profonde dans les sociétés européennes. Partout en Europe, les partis populistes ont gagné du terrain, voire ont été en passe de l'emporter, comme en Autriche, car la question des migrants, intriquée avec la menace terroriste, a durablement installé les thématiques de l'immigration et de l'identité (avec en corollaire le rapport des sociétés occidentales à l'islam) au cœur du débat public. C'est là selon nous l'un des effets majeurs de cette crise. Un autre réside

dans la remise en cause supplémentaire de la capacité de la gouvernance européenne à faire face aux défis du continent. Incapable de répondre rapidement et efficacement à l'afflux massif de migrants, les institutions européennes ont alors éloigné un peu plus les opinions publiques de l'idéal européen, avec à la clé la victoire des eurosceptiques lors des référendums néerlandais et britannique.

La crise migratoire a donc eu des effets majeurs partout sur le continent. Il convient dès lors d'analyser comment les opinions publiques européennes ont réagi à l'arrivée de migrants sur les côtes méditerranéennes depuis près de deux ans. Y a-t-il une grille de lecture de ce phénomène commune aux différents peuples européens ou l'ampleur des flux entrants, l'histoire du pays et les positions adoptées par les gouvernements aboutissent-ils à des jugements et des représentations différents ? Comment comprendre les différences d'attitude concernant l'accueil des migrants entre les États membres et le fait que certains pays, dont la France, se montrent particulièrement réticents, alors même que le nombre des migrants arrivant sur leur territoire est faible ?

Pour tenter de répondre à ces questions, nous nous appuyerons sur les données d'enquêtes menées depuis 2015 dans les différents pays européens. Nous pourrions ainsi observer comment les opinions publiques européennes ont réagi au développement de la crise des migrants. Nous nous attacherons également à montrer quels ont été les effets de cette crise tant par l'ampleur des flux de populations mis en mouvement que par les questions et les inquiétudes qu'elle suscite sur le plan sécuritaire, mais aussi et surtout sur le terrain des valeurs et des identités. Nous faisons en effet nôtre le diagnostic de Régis Debray qui écrit dans *Éloge des frontières* : « Ne nous leurrions pas sur tout ce que la

mondialisation nous apporte en faits de balkanisation. Sur tout ce que la bombe diasporique libère ici et là d'énergie identitaire. Flux migratoires, circulation des hommes et brassage sont les bienvenus, mais l'habit d'Arlequin planétaire est autant confrontation que métissage. L'afflux d'immigrés réveille la xénophobie des riches pays d'accueil¹. »

1.

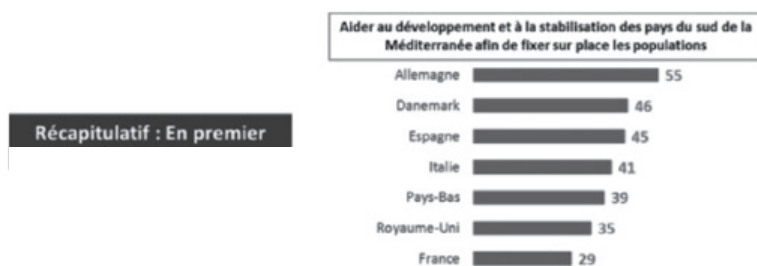
État des opinions publiques européennes en septembre 2015

Solution économique et humanitaire ou réaction sécuritaire et militaire ?

Face à l'ampleur de la crise migratoire, les opinions publiques européennes penchent à l'unisson en septembre 2015 pour l'aide au développement et à la stabilisation des pays du sud de la Méditerranée pour fixer les populations sur place. Comme le montre une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS menée à cette époque dans 7 pays européens, cette option arrive loin devant le développement de programmes d'aide et d'accueil pour les immigrés dans les pays européens, le renforcement des contrôles aux frontières ou l'intervention militaire en Syrie. Comme on peut le voir dans le graphique suivant, le niveau d'adhésion à l'aide au développement varie selon les pays de l'Union européenne (UE) mais il arrive partout en tête sauf en France, où l'item « le renforcement des contrôles aux frontières et la lutte contre l'immigration clandestine » est symboliquement premier, avec 30 % de citations (soit, et de loin, le niveau le plus élevé observé dans les 7 pays sur lesquels l'enquête portait) contre 29 % pour l'aide au développement.

Septembre 2015
L'action des pays de l'UE la plus efficace
pour résoudre la crise des réfugiés

Question : Depuis des mois, des migrants traversent par bateau la Méditerranée et arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques. Selon vous, les pays de l'Union européenne devraient d'abord... ? En premier ? Et ensuite ?



Au regard de ces chiffres, deux remarques s'imposent. Premièrement, bien que la crise des migrants et son traitement médiatique aient essentiellement et dès le début de cette crise été placés sous le signe de l'urgence, c'est une solution de long terme (l'aide au développement pour fixer les populations sur place) que les Européens, dans leur majorité relative, perçoivent comme étant la plus efficace. Cela traduit un certain degré de maturité, mais aussi le fait qu'une large partie des peuples européens anticipe que de tels flux migratoires ne sont pas passagers et vont se poursuivre pendant plusieurs années, d'où la nécessité d'une réponse de long terme. Les opinions publiques européennes sont donc sur ce point à l'unisson de leurs dirigeants, qui ont décidé, en novembre 2015 lors du sommet de Malte, de mettre principalement l'accent sur l'aide au développement en direction de l'Afrique. La seconde remarque concerne la France, qui

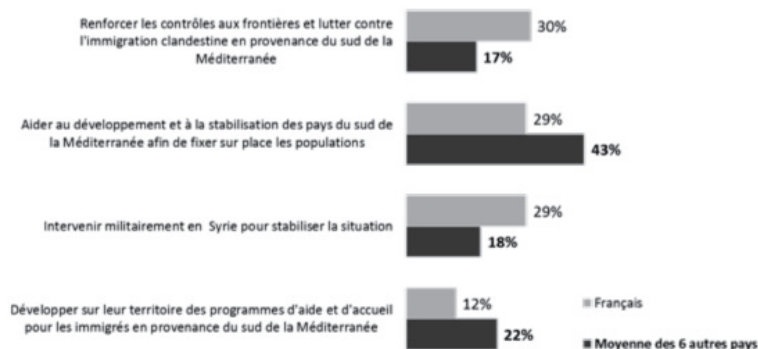
apparaît très « fermée » sur cette question et beaucoup moins disposée à l'accueil, comme toutes les enquêtes sur le sujet l'ont montré, alors même que l'arrivée de migrants ne la concerne pas au premier chef.

Si l'on compare les résultats obtenus en France avec la moyenne des scores dans les 6 autres pays, le décalage est frappant. Notre pays se distingue à la baisse avec un retard de 14 points sur l'aide au développement et de 10 points sur le développement de structures d'accueil sur le territoire. Et, à l'inverse, c'est en France qu'on cite le plus le renforcement des contrôles aux frontières et la lutte contre l'immigration clandestine (+ 13 points par rapport à la moyenne) et l'intervention militaire en Syrie (+ 11 points) comme les actions les plus efficaces pour faire face à cette crise.

Septembre 2015

*L'action des pays de l'UE la plus efficace
pour résoudre la crise des réfugiés*

Question : Depuis des mois, des migrants traversent par bateau la Méditerranée et arrivent par dizaines de milliers sur les côtes italiennes et grecques. Selon vous, les pays de l'Union européenne devraient d'abord... ?



Alors que dans les autres pays européens, on privilégie la réponse économique et humanitaire, l'opinion française affiche dès le début de la crise des migrants un tropisme marqué pour la solution sécuritaire et militaire. Ce penchant général ne concerne pas que la droite et l'extrême droite. Il s'observe jusque dans les rangs de la gauche. Les sympathisants socialistes français citent ainsi en priorité l'aide au développement et l'intervention militaire en Syrie, à 32 % pour chaque item, alors que leurs homologues allemands du SPD placent l'aide au développement très loin devant avec 64 % de citations, item recueillant également 54 % auprès des sociaux-démocrates danois par exemple.

Quand à la même période, avant les attentats du 13 novembre 2015, le principe d'une intervention militaire en Syrie n'est plus testé en concurrence avec d'autres leviers pour résoudre la crise des migrants mais en termes d'approbation, cette tendance de l'opinion publique française apparaît encore plus clairement. En septembre 2015, 76 % de nos concitoyens approuvaient les frappes aériennes contre Daech et une majorité, 56 %, se disaient même favorables à la participation beaucoup plus risquée de troupes françaises à une intervention internationale au sol².

Le positionnement dur de l'opinion française s'observe également à l'aune d'autres résultats d'enquête. Ainsi, par exemple, alors que la décision du Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, de dresser un mur le long de la frontière de son pays avec la Serbie a été très fortement critiquée partout en Europe et qu'à l'époque en France de très nombreuses voix se sont élevées dans le monde politico-médiatique pour condamner très vivement (en comparant Viktor Orbán à un dirigeant autoritaire) cette initiative, l'opinion française se montrait beaucoup plus partagée. 49 % des personnes interrogées désapprouvaient, certes, mais 43 %,

soit une forte minorité, l'approuvaient, dont 19 % « tout à fait »³. Même en quittant un niveau de questionnement assez général et théorique pour entrer dans le vif de ce sujet en demandant de prendre position sur un exemple très concret et très fortement décrié comme celui-ci, il se trouvait donc encore une forte minorité de Français pour approuver la construction d'un « mur » en dépit des images de files de migrants, épuisés après un long périple, se heurtant aux barbelés et clôtures érigés par les garde-frontières hongrois, images ayant tourné en boucle dans les médias français.

Cette posture de fermeté se retrouve également dans d'autres sondages. Ainsi, en juin 2015, 79 % des Français approuvaient (dont 44 % « tout à fait ») l'évacuation de plusieurs dizaines de migrants qui voulaient installer un nouveau campement sur une place du 18^e arrondissement de Paris. Cette opération de police faisait suite au démantèlement, la semaine précédente, d'un campement plus vaste installé depuis plusieurs mois dans le même quartier, boulevard de la Chapelle, et qui regroupait plusieurs centaines de migrants. L'approbation de ce type d'actions peut certes être en partie motivée par le souci de ne pas laisser des êtres humains vivre dans des conditions d'insalubrité totale. C'est d'ailleurs ce souci qui a présidé à l'intervention du gouvernement et de la mairie de Paris, qui ont insisté sur le fait que ces personnes allaient être conduites vers des centres d'accueil. Mais un tel score dénote également d'un climat qui s'est considérablement durci à propos de l'immigration clandestine. Lorsque l'Ifop avait posé la même question en septembre 2006 à propos de l'évacuation du squat de Cachan⁴, « seulement » 52 % des Français avaient approuvé, soit 27 points de moins qu'en juin 2015.

L'attitude distanciée de l'opinion française à l'égard de la situation des migrants s'évalue également à l'aune de la collecte de dons. D'après l'enquête pour la Fondation Jean-Jaurès et la FEPS, si les organisations non gouvernementales (ONG) venant en aide aux migrants ont pu compter sur la mobilisation d'un noyau dur de donateurs représentant 6 % de la population – proportion de donateurs équivalente à ce que l'on avait observé à l'occasion de l'appel aux dons lors du tremblement de terre au Népal en avril 2015 ou à l'occasion du typhon ayant ravagé une partie des Philippines en novembre 2013 –, la sensibilité du public français et le volume de donateurs potentiels (personnes n'ayant pas encore fait de don mais ayant l'intention d'en faire un) apparaissent bien plus en retrait que lors des catastrophes naturelles évoquées précédemment. On ne comptait en effet en septembre 2015 que 12 % de donateurs potentiels contre 26 % pour le Népal, 20 % pour les Philippines et 32 % lors du tremblement de terre en Haïti en janvier 2010.

Il s'agit certes de crises de nature différente – catastrophes naturelles dans un cas, conflits armés et misère économique dans l'autre –, et le public français ainsi que les ONG sont plus habitués à des campagnes de collecte en réponse à des catastrophes naturelles. Néanmoins, l'ampleur de l'écart mesuré en termes d'intention de donner est telle qu'elle illustre bien que l'opinion française est assez peu réceptive à la cause des migrants. La comparaison avec les scores observés dans les autres pays européens est de ce point de vue éloquent. La France se situe en dernière position sur les 7 pays étudiés, tant pour la proportion de donateurs effectifs que pour celle de donateurs potentiels. Au regard de ces chiffres, on constate que deux paramètres principaux entrent en ligne de compte, et soit se renforcent, soit se concurrencent.